



Le 7, le 8, le 9 et tant qu'il faudra : grève générale pour nos retraites !

La réforme des retraites arrive au Sénat ce mardi. Un sénat qui avait l'habitude, depuis quelques années, de voter chaque automne le principe du recul de deux ans de l'âge de la retraite, mais sans que cela se concrétise jusqu'ici. Autant dire qu'il n'y a rien à en attendre, pas plus que des séances théâtralisées à l'Assemblée nationale. Le mardi qui compte, c'est celui de la semaine prochaine, le 7 mars. Car pour faire reculer ce gouvernement, c'est sur notre mobilisation qu'il faut compter.

Les unes après les autres, les grandes entreprises annoncent leurs profits historiques de 2022 : 2,2 milliards à la SNCF, 17 milliards chez Stellantis et même 36 milliards pour Total. Mais il n'y a pas d'argent magique : ces profits record sont le pendant de nos fins de mois difficiles. Ils viennent des prix qui s'envolent pendant que nos salaires restent au sol.

Travailler moins pour vivre plus

Ces richesses, produites par notre travail, pourraient servir à bien des choses utiles, plutôt que s'accumuler dans les caisses des actionnaires. À commencer par augmenter les salaires, comme l'exigent de nombreux travailleurs, à l'image de ceux de Safran Electrical & Power, à Mérignac, en grève depuis trois semaines pour 200 euros d'augmentation. Mais aussi à réduire le temps de travail, pour ne pas y laisser notre santé pendant que quatre millions de personnes restent au chômage. Et également à nous assurer une retraite digne de ce nom, en partant à 60 ans ou après 37,5 années de cotisation.

À l'heure où les grandes fortunes explosent, la retraite à 64 ans est une véritable provocation. Mais ce sont aussi tous les reculs passés qui posent problème, en particulier ces 43 années de cotisation imposées par le gouvernement Hollande, dont Macron avance le calendrier. Une telle durée revient de fait à repousser l'âge de la retraite, ou à amputer les pensions pour ceux qui n'arrivent pas au bout.

« Vous voulez une infirmière de 64 ans ? »

Après cinq journées massives de mobilisation depuis janvier, la grève du 7 mars s'annonce très suivie. L'opposition à cette réforme est générale dans la population. Macron l'a encore constaté lors de sa déambulation au salon de l'agriculture, interpellé à de multiples reprises par des salariés en colère, dont une infirmière.

Nous pouvons faire reculer Macron

L'intersyndicale appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Cela veut dire la grève partout, la plus massive possible, et aussi montrer notre force en manifestant par millions dans les rues. Cela nous convaincra qu'il est possible de continuer le lendemain, comme dans les secteurs où les travailleuses et travailleurs se préparent à une « vraie grève », qui dure. C'est maintenant cela qu'il faut construire, en nous organisant à la base, en faisant des piquets de grève et des assemblées sur les lieux de travail, comme à l'échelle interprofessionnelle.

Beaucoup discutent d'un « blocage du pays », c'est notre grève à toutes et tous qui peut l'imposer. Pas seulement dans les secteurs les plus visibles, ceux qui perturbent les usagers, mais partout : une vraie grève générale, qui attaque les patrons au portefeuille par tous les côtés. Combien ceux-ci sont-ils prêts à perdre de journées de travail, qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

Alors le 7 mars, il faut en être, et aussi le lendemain, pour la retraite et pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une lutte qui nous concerne toutes... et tous ! Les femmes sont les premières victimes du recul de l'âge de la retraite, elles qui ont déjà les pensions les plus basses. Alors oui, ces luttes sont liées. Et le 9 mars on continue, les organisations de jeunesse appellent à leur tour à la mobilisation. Plusieurs fédérations syndicales appellent déjà à reconduire la grève.

Pour le retrait de la réforme Macron et le retour à la retraite à 60 ans, et pour l'augmentation générale des salaires, préparons-nous à faire plier Macron et le patronat par la grève... jusqu'au retrait !

Manifestations à Besançon : les 7 et 8 mars, 14 heures place Battant

Après un an de guerre, à qui profitent les crimes de Poutine ?

100 000 morts ou blessés de chaque côté parmi les troupes et plus de 20 000 morts parmi les civils ukrainiens, des infrastructures vitales ravagées sur tout le territoire, des millions de réfugiés, des milliers d'opposants russes emprisonnés ou exilés : le bilan de la guerre de Poutine est terrible.

Les grandes puissances américaine et européennes, dont la France, ne sont pas belligérantes mais profiteurs de guerre. Leur soutien à l'Ukraine est hypocrite : elles n'ont jamais eu la moindre considération pour les peuples, qu'ils soient africains, asiatiques ou européens. Elles utilisent l'agression de Poutine pour avancer les pions de leurs grands groupes capitalistes dans le monopoly international de la concurrence et font peser tous les coûts sur le monde du travail : hausses des prix et profits records !

C'est partout l'augmentation des budgets militaires – et toutes ces commandes d'engins de mort n'iront pas à l'armée ukrainienne, loin de là ! En Ukraine et ailleurs, la concurrence économique menace toujours de se transformer en affrontement militaire.

Notre solidarité va aux Ukrainiens qui luttent pour ne pas crever sous la botte de Poutine et aux opposants russes à la guerre qui risquent leur vie. La lutte contre le dictateur russe ne pourra être menée à bien que par la fraternisation des peuples et des travailleurs de Russie et d'Ukraine, pas par les états-majors occidentaux. Nous refusons la militarisation du monde et l'escalade guerrière, les mouvements de troupes de l'Otan et l'augmentation des budgets militaires.

Pour son fils : « pas question de passer sous silence »

Courant janvier, une dame de 80 ans est tombée chez elle et a dû être transportée à l'hôpital de Trévenans. Pendant la nuit, elle a voulu se lever seule, et a de nouveau chuté, se cassant le col du fémur.

Son fils n'incrimine ni les infirmières « trop peu nombreuses et tellement formidables », ni les médecins, mais la direction, coupable, à ses yeux, de ne pas trouver de remède au manque de personnel.

Tête de cochon au salon

La visite de Macron au salon de l'agriculture n'a pas été un long fleuve tranquille. Il a été interpellé à de nombreuses reprises, entre autres par une infirmière : « est-ce qu'à l'hôpital, vous voulez une infirmière de 64 ans ? » La collègue continue : « vous ne la mettez pas à 1 200 euros. » Macron : « 1 200 euros pour tout le monde ce n'est pas possible. » Nous condamner à l'épuisement au travail puis à la

misère, ça ne le dérange pas, pourvu que les actionnaires pour lesquels il a supprimé l'impôt sur la fortune puissent continuer à gagner des millions sans rien faire.

Nouveau drame en Méditerranée

Plus de 62 migrants sont morts noyés à 100 mètres des côtes italiennes dimanche, après le naufrage de leur embarcation surchargée. En Italie, le gouvernement de la post-fasciste Giorgia Meloni vient de faire adopter une loi qui réduit les capacités de sauvetage des navires humanitaires, tandis qu'en France la loi Darmanin va renforcer le tri des migrants en fonction des besoins du patronat. Pour coordonner les moyens répressifs des États, était créée en 2016 l'agence Frontex, en charge des frontières de l'Union européenne, une véritable armée antimigrants.

Les responsables de ce drame, comme la cheffe de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ou celle du gouvernement italien, Giorgia Meloni, ont exprimé leur « profonde douleur » devant cette « tragédie », ajoutant ainsi l'hypocrisie et l'indécence à la xénophobie criminelle.

Rien de nouveau sous le soleil

Le ministre de la Transition écologique prévenait mercredi qu'il fallait « sortir du déni » et préparer le pays à une augmentation des températures de 4 °C. Bref, s'adapter au changement climatique plutôt que de lutter contre. Alors que la France vient de passer 32 jours sans véritable pluie, que de tels épisodes de sécheresse vont certainement se reproduire, nous avons besoin de bien plus que ce fatalisme.

Ce qu'il faut de toute urgence, c'est exproprier les grands groupes capitalistes et les banques pour pouvoir réorganiser la production en fonction des besoins de la population et des possibilités de l'écosystème et non des profits privés.

Total : jamais rassasié

Dans le cadre d'un projet d'exploitation pétrolière en Tanzanie et en Ouganda, Total prévoit la construction d'un immense pipeline, le forage de plus de 400 puits au cœur d'un parc naturel... et des milliards de profits. Tout ça au risque de tuer un écosystème fragile et d'affamer des populations qui vivent de la pêche dans la région où le pétrole sera stocké, et perdront leur seule source de revenu lorsque Total privatisera la zone.

Mais pas de panique, Patrick Pouyanné va faire la charité. L'entreprise promet qu'elle mettra la main à la poche pour développer « les services publics et l'éducation »... Après avoir détruit tout le reste.